



61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration

virtuel, 11-12 novembre 2024

Soumis par le Secrétariat international de l'ITIE

le 5 décembre 2024

## Procès-verbal

Ce procès-verbal rend compte de la discussion et des résultats convenus lors de la 61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration.

## PROCÈS-VERBAL DE LA 61<sup>E</sup> RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ITIE

---

### Table des matières

61-1 Accueil et adoption de l'ordre du jour.....	3
61-2 Rapport du Secrétariat .....	4
Document du Conseil d'administration 61-2-A Rapport d'avancement de la mise en œuvre – pour information .....	4
Document du Conseil d'administration 61-2-B Rapport d'avancement de la sensibilisation – pour information .....	6
Document du Conseil d'administration 61-3 Présentation des comptes de l'ITIE du troisième trimestre et perspectives budgétaires pour l'ensemble de l'année 2024 – pour information.....	7
61- 4 Rapport conjoint du Comité des Finances et du Comité de Gouvernance et de Supervision	7
Document du Conseil d'administration 61-4 Projet de plan de travail et de budget 2025 du Secrétariat international de l'ITIE.....	7
61-5 Rapport du Comité de Gouvernance et de Supervision.....	8
Document du Conseil d'administration 61-5 Processus de désignation du/de la Président(e) de l'ITIE pour la période 2026-2029.....	8
61-6 Rapport du Comité de Mise en œuvre.....	9
Document du Conseil d'administration 61-6-A Termes de Référence pour le rapportage ITIE....	9
Document du Conseil d'administration 61-6-B Consolidation de la Norme ITIE 2023.....	9
61-7 Rapport de la Banque mondiale.....	10
61-8 Rapport du Comité de Validation.....	12
Document du Conseil d'administration 61-8-A Rapport du Comité de Validation.....	12
Document du Conseil d'administration 61-8-B Mise à jour sur les questions plus générales concernant l'examen du modèle de Validation et le groupe de travail sur la Validation .....	14
Questions diverses.....	14

### Abréviations

ALC – Amérique latine et Caraïbes

CF – Comité des Finances

CGS – Comité de Gouvernance et de Supervision

CMO – Comité de Mise en œuvre

GMP – Groupe multipartite

CCS – Comité de Candidature et de Sensibilisation

OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques

RRC – Comité de Réponse Rapide

R-U – Royaume-Uni

UE – Union européenne

VC – Comité de Validation

## 61-1 Accueil et adoption de l'ordre du jour

**Helen Clark, Présidente du Conseil d'administration de l'ITIE**, ouvre la 61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration en accueillant chaleureusement ses membres et leurs suppléants, ainsi que les observateurs de cette réunion qui se déroule en mode virtuel. Elle rappelle aux membres du Conseil d'administration qu'à l'occasion d'une réunion virtuelle, seuls les membres titulaires du Conseil d'administration ont la possibilité de contribuer à la discussion, à moins que les suppléants n'aient reçu une délégation spécifique à l'avance. Elle encourage les membres du Conseil d'administration à apporter leurs contributions aux débats sur la base d'un respect mutuel, en vue de parvenir à des décisions consensuelles sur les points proposés à l'ordre du jour.

La Présidente présente ensuite le projet d'ordre du jour de la réunion du Conseil d'administration, qui est approuvé.

Elle souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil d'administration suivants :

- Mme Sarah Yun, directrice du Bureau des ressources énergétiques et du Bureau de l'analyse politique et de la diplomatie publique au Département d'État américain, représentant le collège des pays de soutien ;
- M. Taco Westerhuis, conseiller politique en économie circulaire et matières premières, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, qui revient au sein du Conseil d'administration en qualité de suppléant pour le collège des pays de soutien ;
- Mme Jackie Freeman, vice-présidente, politique fiscale, mer du Nord, bp, représentante du collège des entreprises de soutien.

La Présidente note qu'il y a deux sièges vacants au sein du collège des pays de soutien, ainsi que deux sièges vacants au sein du collège des pays de mise en œuvre.

Elle remercie Christine Detaille, membre sortante du Conseil d'administration, pour ses nombreuses années de bons et loyaux services au sein du Conseil d'administration, en particulier pour son leadership au sein du Comité des Finances. Christine Detaille exprime sa gratitude pour la collaboration constructive avec l'ensemble des collèges et souligne l'importance de la patience stratégique pour parvenir à un consensus.

La Présidente prend note des excuses présentées par les membres du Conseil d'administration suivants :

- M. Hieu Vu, directeur général auprès de la Direction des activités liées aux explosifs, aux règlements et aux services organisationnels dans le Secteur des terres et des minéraux, Ressources naturelles Canada
- M. Richard MORGAN, responsable des relations avec le gouvernement, Anglo American (1<sup>er</sup> jour)
- M. Miguel Angel Diaz, vice-ministre des Mines, République dominicaine (2<sup>e</sup> jour)

La Présidente encourage les membres du Conseil d'administration à participer à l'enquête d'auto-évaluation en cours du Conseil d'administration, qui vise à évaluer la performance de ce dernier en matière de gouvernance et de supervision. Les résultats de l'enquête seront examinés lors de la réunion de mars 2025.

## 61-2 Rapport du Secrétariat

### Document du Conseil d'administration 61-2-A Rapport d'avancement de la mise en œuvre – pour information

Mark Robinson présente le Rapport d'avancement de la mise en œuvre couvrant la période de juin 2024 à septembre 2024. Il souligne que le Secrétariat international a fourni un soutien au renforcement des capacités de plus de 1 100 participants dans les pays mettant en œuvre l'ITIE. Les priorités politiques se sont concentrées sur la diffusion de la Norme ITIE 2023 et les mises à jour des notes d'orientation. Ce sont 55 pays qui mettent actuellement en œuvre l'ITIE, suite à la radiation de l'Afghanistan lors de la dernière réunion du Conseil d'administration à Genève. La mise en œuvre de l'ITIE continue de progresser dans la plupart des pays de l'ITIE. Le Cameroun, l'Éthiopie, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, Sao Tomé-et-Principe, les Seychelles et le Suriname font toujours l'objet d'une suspension, et la suspension de l'Albanie a été levée en raison de la publication du Rapport ITIE couvrant la période de 2019 à 2021. Le coup de projecteur met en évidence le rôle de l'ITIE dans la transparence des contrats au Guyana et le thème prioritaire porte sur les conclusions du bilan de 2024 sur la transparence des contrats. Mark Robinson fait remarquer que cette édition comporte une section sur le statut du rapportage ITIE dans les pays de mise en œuvre.

Les membres du Conseil d'administration remercient le Secrétariat de ce rapport et font les remarques suivantes :

- Un représentant de l'industrie souligne les progrès notables réalisés, 38 pays sur 55 divulguant les contrats à différents niveaux, et s'enquiert au sujet des données de référence de 2022 pour évaluer la trajectoire des progrès. Il souligne l'importance de la transparence des contrats pour permettre à la société civile et aux autres acteurs de comparer les paiements d'impôts et de redevances des entreprises avec les obligations contractuelles de ces dernières. Il demande s'il existe des éléments attestant de l'utilisation de cette comparaison par les groupes multipartites (GMP) ou les organisations de la société civile.
- Au sujet des divulgations systématiques, il souligne une augmentation des divulgations systématiques, appliquées désormais par 36 % des pays de mise en œuvre. Il fait état de variations régionales importantes, certaines régions africaines affichant un taux de 12 % seulement, et propose que le Secrétariat se concentre sur des approches ciblées dans les régions où les taux de divulgation systématique sont faibles, plutôt que sur une approche générale.
- Une représentante d'OSC s'inquiète des menaces pesant sur l'espace civique en Amérique latine, en particulier au Pérou, en soulignant les projets de lois néfastes à la société civile et une régression des garanties relatives aux droits humains. Elle mentionne une lettre adressée à l'ITIE plaidant en faveur de mesures de protection de l'espace civique, que la Présidente du Conseil d'administration de l'ITIE confirme avoir reçue.

**Document du Conseil d'administration de l'ITIE**  
**Procès-verbal de la 61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration de l'ITIE**

- Une représentante de la société civile insiste sur la nécessité d'effectuer un suivi continu de l'espace civique tout au long de la mise en œuvre, et pas seulement pendant l'examen annuel de la Validation par le Conseil d'administration, et propose pour ce faire un accès régulier au Rapport d'avancement de la mise en œuvre. Elle demande si le Secrétariat international encourage activement les pays à améliorer la mise en œuvre avant la publication des résultats de la Validation.
- Une représentante des OSC s'inquiète de la lenteur des progrès en matière de divulgation de la transparence des contrats dans les pays mettant en œuvre de l'ITIE. Elle fait part de ses préoccupations au sujet de nouveaux accords impliquant l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays, soulignant l'importance de traiter rapidement cette question afin de garantir que ces contrats sur les minéraux critiques restent transparents, et appelant à un dialogue urgent entre toutes les parties prenantes, y compris les pays consommateurs représentés au Conseil d'administration.
- Un représentant des OSC souligne la lenteur de la finalisation des notes d'orientation qui sont essentielles à la mise en œuvre de la Norme ITIE, notamment les orientations sur les émissions de gaz à effet de serre (GES). Il mentionne la perception de consultations insuffisantes avec le Conseil d'administration, en particulier le Comité de Mise en œuvre, et souligne l'importance de la participation des représentants de la société civile à la préparation de ces notes d'orientation.
- Un représentant des pays de soutien note l'existence de différences régionales importantes dans la divulgation systématique des contrats et demande des explications sur ces disparités. Il souligne également les difficultés initiales rencontrées dans la mise en œuvre au Pérou et les récents progrès rapides du pays, et demande des éclaircissements sur les raisons et les risques importants auxquels la société civile est confrontée.
- Un représentant des entreprises insiste sur l'importance d'une collaboration continue relativement à des questions techniques telles que les émissions de gaz à effet de serre (GES), les impacts environnementaux et les contrats. Il souligne les discussions en cours avec le Comité de Mise en œuvre pour se concentrer sur les domaines ayant un impact et fournir un soutien adéquat, exprimant sa satisfaction quant aux progrès réalisés et espérant que la collaboration se poursuive.

Le Secrétariat remercie les membres du Conseil d'administration pour leurs commentaires et soulève les points suivants :

- Le Secrétariat fait part d'inquiétudes concernant la situation actuelle des droits humains en Amérique latine, indiquant qu'il continue de suivre la situation. Il reconnaît également la nécessité de rapports plus réguliers sur le suivi de l'espace civique, soulignant que le Secrétariat surveille déjà cette question de près et que les actions menées consistent notamment à faire des rappels ciblés aux gouvernements sur leurs engagements, par le biais d'un dialogue régulier. La situation au Niger fait l'objet d'une surveillance accrue. Cette période prend fin en mars et une évaluation ciblée est prévue.
- En ce qui concerne la transparence des contrats, le Secrétariat international indique que le nombre de pays divulguant des contrats est passé de 37 en 2020 à 41 sur 55 en 2024.
- Au sujet des contrats relatifs aux minéraux critiques, l'ITIE travaille en coopération avec des partenaires tels que le Forum intergouvernemental (IGF), qui examine actuellement ce type de contrats. Le Secrétariat international étudiera les possibilités de mettre à la disposition du public des informations pertinentes sur ces contrats.

**Document du Conseil d'administration de l'ITIE**  
**Procès-verbal de la 61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration de l'ITIE**

- En ce qui concerne les notes d'orientation, le Secrétariat indique qu'il a donné la priorité aux présentations, aux formations dans les pays et aux formations virtuelles plutôt qu'à la préparation de notes d'orientation et s'engage à accélérer la préparation de ces notes d'orientation parallèlement aux efforts de formation. Le Secrétariat confirme que le processus de préparation des notes d'orientation nécessitera la participation du Comité de Mise en œuvre au moment venu. Début 2025, la note d'orientation sur les émissions de gaz à effet de serre sera soumise au Comité de Mise en œuvre pour examen et commentaires.
- En ce qui concerne les divulgations systématiques, la recommandation d'adopter une approche plus ciblée est reconnue, tout en notant que les importantes différences régionales en matière de divulgation, avec des niveaux réels potentiellement plus élevés, découlent de limitations dans la soumission des données. Des défis sont également mis en avant, tels que des capacités techniques limitées et une adoption lente de la divulgation systématique, soulignant la nécessité d'un plaidoyer plus robuste.
- Le Secrétariat international annonce des plans pour mettre à jour la stratégie relative aux données avec une focalisation régionale et nationale ; souligne le soutien à venir à la divulgation systématique en République démocratique du Congo (RDC), avec l'aide de la Coopération internationale allemande (GIZ) ; et mentionne les révisions en cours des modèles de données résumées pour en améliorer la facilité d'utilisation et pour renforcer les divulgations systématiques dans tous les pays.

## **Document du Conseil d'administration 61-2-B Rapport d'avancement de la sensibilisation – pour information**

Le Secrétariat international présente le rapport, en mettant l'accent sur les activités menées de juin à septembre 2024.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Tout en exprimant son inquiétude quant à l'adhésion potentielle du Rwanda un membre du collège des pays de mise en œuvre recommande la préparation d'un rapport régional dans lequel figureront des données sur la production et les exportations du Rwanda et d'autres pays de la région des Grands Lacs. *Le Secrétariat prend note de discussions tenues lors d'une récente mission en RDC, où des préoccupations ont été soulevées concernant la légalité du secteur minier rwandais. La nécessité d'une approche régionale stratégique pour la région des Grands Lacs a été reconnue.*
- Des représentants d'OSC suggèrent la nécessité d'une approche prudente relativement à la candidature du Chili, qui doit garantir une représentation adéquate de la société civile. *Le Secrétariat réaffirme son engagement à faire avancer la candidature du Chili et encourage les représentants du collège de la société civile siégeant au sein du Groupe multipartite du Chili à finaliser les nominations du collège afin que le processus puisse se poursuivre.*
- Les représentants de pays de soutien saluent l'adhésion de Seplat, ainsi que les efforts de sensibilisation à destination de la Serbie, et encouragent la poursuite des efforts auprès du Brésil et de l'Afrique du Sud. Ils proposent de donner la priorité à un ou deux pays clés et d'inclure des membres du Conseil d'administration dans certaines missions de sensibilisation afin de renforcer les demandes d'adhésion des pays. *Le Secrétariat accueille favorablement la proposition d'inclure davantage les membres du Conseil d'administration dans les activités de sensibilisation, en particulier au Brésil et en Afrique du Sud.*

- Les représentants de pays de soutien expriment leur appréciation pour le travail de l'ITIE dans la chaîne d'approvisionnement en minéraux critiques, soulignant son rôle dans la promotion de la transparence dans les développements de la transition énergétique.

## 61-3 Rapport du Comité des Finances

### Document du Conseil d'administration 61-3 Présentation des comptes de l'ITIE du troisième trimestre et perspectives budgétaires pour l'ensemble de l'année 2024 – pour information

Mark Robinson, au nom du Comité des Finances, présente la mise à jour financière pour la période de janvier à septembre 2024, ainsi qu'une mise à jour des perspectives budgétaires pour l'année.

Le Secrétariat fait état d'un excédent au cours de cette période par rapport à un budget équilibré pour la même période. Le solde de trésorerie est sain. Des fonds sont disponibles pour couvrir les dépenses du prochain trimestre, sans toucher aux réserves. Les perspectives budgétaires actualisées pour l'année montrent un résultat équilibré, avec une proposition d'affectation accrue des économies à la Conférence mondiale de 2026 et/ou une augmentation des réserves.

Mark Robinson indique que le rapport détaillé du troisième trimestre sera publié via une prochaine Circulaire du Conseil d'administration.

## 61- 4 Rapport conjoint du Comité des Finances et du Comité de Gouvernance et de Supervision

### Document du Conseil d'administration 61-4 Projet de plan de travail et de budget 2025 du Secrétariat international de l'ITIE

Le Secrétariat international de l'ITIE présente le plan de travail et le budget 2025, détaillant les principaux objectifs, les activités clés et les stratégies d'affectation des ressources. Il est noté qu'une fois approuvé, ce document servira d'outil tant pour la gestion du Conseil d'administration que pour celle du Secrétariat de l'ITIE.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les représentants de pays de soutien expriment leur soutien pour le budget, notant l'augmentation des frais de déplacement en plus de reconnaître la nécessité d'un soutien aux pays de mise en œuvre. De plus amples détails sont demandés sur la Conférence mondiale 2026. *Le Secrétariat souligne que l'augmentation des frais de déplacement reflète les commentaires reçus sur la demande accrue de soutien aux pays de mise en œuvre, comme indiqué dans les perspectives triennales approuvées par le Conseil d'administration en juin 2024. Il remarque en outre que les préparatifs de la Conférence mondiale 2026 commenceront en 2025 et suivront des modalités semblables à celles de la Conférence mondiale 2023.*

Le Conseil d'administration approuve ensuite le plan de travail et le budget pour 2025.

**Actions :**

- Le Secrétariat publiera le plan de travail et le budget pour 2025 sur EITI.org

## 61-5 Rapport du Comité de Gouvernance et de Supervision

### Document du Conseil d'administration 61-5 Processus de désignation du/de la Président(e) de l'ITIE pour la période 2026-2029

À l'occasion de l'Assemblée générale de juin 2026, le Conseil d'administration de l'ITIE recommandera un(e) candidat(e) au poste de Président(e) du Conseil d'administration pour le mandat 2026-2029, car la Présidente actuelle démissionnera après s'être acquittée de deux mandats. Le Comité de Gouvernance et de Supervision (CGS) recommande d'établir un Comité des Nominations qui sera chargé de diriger le processus de sélection. Conformément à la pratique antérieure, le Comité proposé sera composé de quatre membres titulaires et de quatre suppléants représentant les pays de mise en œuvre, les pays de soutien, les entreprises et la société civile. Un projet de Termes de Référence accompagne ce document.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les représentants de pays de soutien saluent le lancement anticipé de ce processus et proposent d'autoriser les collègues à déléguer la participation au comité aux personnels de soutien, compte tenu des contraintes de capacité. Ils soulignent l'importance de veiller à ce que le travail régulier des comités du Conseil d'administration ne soit pas perturbé. *Le Secrétariat précise que le Comité des Nominations ne se réunira que lorsque cela sera nécessaire, afin de réduire au minimum le nombre de réunions. Il propose de nommer un membre du Conseil d'administration et un suppléant qui se partageront les responsabilités et encourage les collègues à soumettre rapidement leurs candidats.*
- Les représentants de pays de mise en œuvre expriment leur soutien général et demandent des éclaircissements sur le niveau de soutien que le Secrétariat pourra apporter au Comité des Nominations, compte tenu de la nécessité de préserver la confidentialité. *Le Secrétariat assure au Conseil d'administration que son soutien sera apporté sous l'égide du directeur exécutif, avec l'appui d'un collègue expérimenté et de l'équipe des opérations. Il souligne que la conformité au Règlement général sur la protection des données (RGPD) régira ce processus, garantissant ainsi la confidentialité et le respect des normes de protection des données. Le Conseil d'administration approuve la recommandation proposée.*

**Actions :**

- Les collègues du Conseil d'administration désigneront leurs représentants au Comité des Nominations.



## 61-6 Rapport du Comité de Mise en œuvre

### Document du Conseil d'administration 61-6-A Termes de Référence pour le rapportage ITIE

Le Comité de Mise en œuvre présente le document, qui a été mis à jour par le Secrétariat suite aux commentaires fournis par le Conseil d'administration lors de sa réunion à Genève, aux contributions des parties prenantes et aux discussions ultérieures au sein du Comité de Mise en œuvre. Le Comité recommande au Conseil d'administration d'approuver ce document.

Il souligne que ce document vise à formaliser les approches de rapportage existantes utilisées par les pays de l'ITIE, en définissant le rapprochement et le rapportage basé sur les risques comme les deux principales options, tout en permettant aux pays de demander au Conseil d'administration l'autorisation d'appliquer des approches alternatives. Ce document encourage les groupes multipartites à adopter un rapportage pluriannuel pour améliorer la ponctualité des données. Des orientations et formations supplémentaires seront fournies par le Secrétariat international.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les représentants de pays de soutien accueillent favorablement ce document, en soulignant que les approches basées sur les risques mises en œuvre en Allemagne et en Mauritanie constituent des précédents utiles.

Le Conseil d'administration approuve la recommandation proposée.

#### **Actions :**

- Le Secrétariat publiera la décision du Conseil d'administration sur le site Internet de l'ITIE.

### Document du Conseil d'administration 61-6-B Consolidation de la Norme ITIE 2023

Le Comité de Mise en œuvre présente un document de discussion abordant les défis liés à la mise en œuvre de la Norme ITIE 2023, celle-ci ayant introduit de nouvelles dispositions sur des questions clés liées à la gouvernance des ressources, telles que la transition énergétique, la lutte contre la corruption, le genre et la perception des recettes. Les parties prenantes rencontrent des difficultés en raison de l'évolution rapide de la Norme ITIE, qui a dépassé leur capacité à comprendre et à mettre en œuvre les changements. Malgré les efforts déployés par le Secrétariat international pour fournir des orientations et des formations, un soutien supplémentaire est nécessaire, notamment une focalisation accrue sur les divulgations systématiques. Dans ce document, le Secrétariat propose que les futures révisions apportées à la Norme ITIE soient basées sur des données et éclairées par le rapportage en vertu de la Norme ITIE 2023, prévu à compter de fin 2024, et qu'elles soient également alignées sur d'autres normes afin d'éviter les doublons et les discordances.

Le Comité souligne que ce document est présenté à des fins de discussion et qu'il ne reflète pas une position consensuelle parmi ses membres.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Des représentants d'OSC affirment que ce document ne reflète pas pleinement leurs points de vue. Ils soulignent l'importance de laisser la porte ouverte aux différentes possibilités en vue de renforcer certains aspects de la Norme, dans l'attente d'un examen des premiers rapports ITIE préparés en vertu de la Norme ITIE 2023. Selon eux, la priorité doit porter sur l'obtention d'un impact pour les communautés. Bien que l'alignement sur d'autres normes soit important, ils exhortent l'ITIE à jouer un rôle de premier plan dans l'établissement de références en matière de bonnes pratiques. *Le Secrétariat souligne les efforts actuellement fournis pour améliorer la pertinence de l'ITIE aux yeux des communautés, dans le cadre d'un projet mené en Colombie, au Ghana et en Indonésie et financé par la Fondation Ford. Ce projet vise à évaluer l'impact de la transition énergétique sur les communautés et à améliorer l'accès aux données et au dialogue par le biais de l'ITIE. Le Secrétariat relève également que l'alignement sur d'autres normes demeure essentiel pour éviter de « faire son marché » parmi les différentes normes.*
- Les représentants de pays de soutien se prononcent en faveur de la recommandation du Secrétariat, en prenant note des importantes mises à jour introduites en 2023. L'accent doit désormais être mis sur la mise en œuvre pour garantir que l'ITIE génère de réels progrès dans le secteur. Les représentants de pays de soutien soulignent que les capacités techniques et financières sont déjà mises à rude épreuve dans de nombreux pays de mise en œuvre et au sein du Secrétariat international.
- Les représentants de pays de mise en œuvre se disent très en faveur de la recommandation du Secrétariat, faisant valoir que la période jusqu'à la prochaine Conférence mondiale devrait être consacrée à la consolidation, afin de disposer de suffisamment de temps pour réfléchir de manière significative à la mise en œuvre de la Norme ITIE 2023. Ils relèvent que les Exigences de l'ITIE nécessitent souvent des réformes réglementaires et que les gouvernements ont besoin de temps pour mettre en œuvre ces changements de manière efficace. *Le Secrétariat dressera un bilan au premier trimestre 2025, une fois que le premier lot de rapports ITIE en vertu de la Norme ITIE 2023 auront été soumis, dans le but de fournir une mise à jour en mars 2025.*

#### **Actions :**

- Le Secrétariat dressera un bilan sur la mise en œuvre de la Norme ITIE 2023 une fois que les nouveaux rapports seront disponibles au premier trimestre 2025.
- Le Comité de Mise en œuvre discutera plus avant de ce document au premier trimestre 2025 et préparera une recommandation qui sera présentée au Conseil d'administration la prochaine fois que ce dernier se réunira.

## 61-7 Rapport de la Banque mondiale

Robert Schlotterer présente le rapport de la Banque mondiale au Conseil d'administration, en soulignant qu'une proposition d'utilisation des fonds restants au titre de l'EGPS II est en cours d'examen et fera l'objet d'une discussion lors de la réunion du Conseil de partenariat au mois de décembre. Il réaffirme l'engagement de la Banque mondiale envers le programme de l'ITIE et prévoit de s'appuyer sur les enseignements tirés afin d'améliorer l'impact et la durabilité des futures interventions au titre de l'EGPS III. Il indique qu'un exercice de diagnostic a été mené récemment pour évaluer la manière dont l'engagement de la Banque mondiale dans la mise en œuvre de l'ITIE pourrait gagner en efficacité et durabilité. Cet exercice a nécessité de multiples

consultations et enquêtes, dont les principales conclusions indiquent que la mise en œuvre de l'ITIE a conduit à un meilleur accès aux données, à un dialogue multipartite renforcé et à une plus grande sensibilisation aux questions environnementales, sociales et de gouvernance dans le secteur extractif.

Robert Schlotterer souligne cependant l'existence d'une préoccupation majeure, à savoir le soutien limité apporté par les gouvernements hôtes aux secrétariats nationaux, notamment en ce qui concerne les ressources financières, les effectifs et le renforcement des capacités, ce qui soulève des questions quant à la viabilité à long terme de la mise en œuvre de l'ITIE dans certains pays. Il fait également état des craintes exprimées par les parties prenantes à propos des changements fréquemment apportés à la Norme ITIE, appelant à davantage de souplesse et de temps pour mettre en œuvre ces mises à jour.

Pour l'avenir, Robert Schlotterer donne un aperçu des prochaines étapes de l'EGPS III, en indiquant que la soumission d'une note conceptuelle finale pour la prochaine phase a été convenue. Cette note sera soumise aux commentaires des actionnaires de l'EGPS début décembre. Bien que la Banque mondiale n'apporte plus de soutien direct aux infrastructures pétrolières et gazières, Robert Schlotterer réaffirme l'engagement continu de la Banque à soutenir la gouvernance dans les secteurs pétrolier, gazier et minier, en particulier dans les pays où l'exploitation minière occupe une place importante dans l'industrie extractive.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les représentants de pays de mise en œuvre expriment leurs inquiétudes quant aux faibles taux de décaissement des subventions. Ils demandent également s'il est possible de réaffecter les fonds non utilisés des subventions de l'EGPS II actuel vers l'EGPS III, afin d'aider les pays à s'aligner sur la Norme ITIE 2023.
- Des représentants d'OSC appellent la Banque mondiale à mettre en avant la nécessité absolue de protéger les organisations de la société civile, en veillant à ce que leurs voix soient entendues et protégées, compte tenu en particulier des défis croissants qui menacent la démocratie et l'espace civique dans un certain nombre de pays, notamment ceux d'Asie centrale. Ils plaident également en faveur de processus de passation de marchés plus rapides pour les projets impliquant la participation des citoyens.
- Les représentants de pays de soutien soulignent l'importance d'un engagement soutenu des donateurs envers l'ITIE et de la poursuite du soutien de l'EGPS à la mise en œuvre de l'ITIE. Ils réaffirment l'engagement de l'Allemagne et insistent sur la nécessité d'un mécanisme à long terme pour faciliter le passage de l'EGPS II à l'EGPS III. Ils déclarent que l'appropriation des processus de l'ITIE par les parties prenantes est essentielle à la pérennité des progrès.

Réponse de la Banque mondiale :

- La Banque mondiale passe actuellement d'activités de financement exécutées par elle-même à des activités de financement exécutées par les bénéficiaires, afin d'aider les gouvernements à gérer leurs propres processus. La Banque mondiale envisage également d'accorder une prolongation pour les subventions au titre de l'EGPS II.
- Il est important d'établir des cadres de gouvernance appropriés pour l'engagement des OSC.
- L'appropriation des processus de l'ITIE par les pays eux-mêmes est un facteur clé de réussite.

- Robert Schlotterer discute de la nouvelle approche de la Banque mondiale, axée sur la fourniture d'un soutien plus complet et sur la rationalisation des processus de passation de marché, afin de favoriser la viabilité à long terme des initiatives de l'ITIE.

Le Secrétariat exprime son souhait de fournir un retour constructif sur l'examen et la note conceptuelle en cours d'élaboration. Il souligne également l'importance de disposer de données précises et propose d'examiner les résultats des enquêtes et le document conceptuel.

## 61-8 Rapport du Comité de Validation

### Document du Conseil d'administration 61-8-A Rapport du Comité de Validation

M. Hieu Vu, président du Comité de Validation, présente les recommandations du Comité au Conseil d'administration et invite le Secrétariat à apporter un complément d'information.

#### Validation de la Mauritanie

Les membres du Conseil d'administration et observateurs de Mauritanie quittent la réunion. Le président du Comité, avec le soutien du Secrétariat, présente ensuite la recommandation du Comité au Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration s'expriment en faveur de la recommandation et félicitent la Mauritanie pour ses divulgations de données, en particulier son entrepôt de données. Ils encouragent à envisager la possibilité de présenter la Mauritanie comme un modèle d'exemple pour d'autres pays.

Le Conseil d'administration approuve la recommandation proposée.

#### **Actions :**

- La Présidente du Conseil d'administration communiquera par écrit la décision du Conseil d'administration au gouvernement de la Mauritanie.
- Le Secrétariat international publiera la décision du Conseil d'administration sur la Validation et le rapport de Validation de la Mauritanie.

#### Validation de l'Indonésie

Les membres du Conseil d'administration et observateurs d'Indonésie quittent la réunion. Le président du Comité, avec le soutien du Secrétariat, présente ensuite la recommandation du Comité au Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration félicitent l'Indonésie pour son engagement continu envers la mise en œuvre de l'ITIE, malgré de nombreux défis, et s'expriment en faveur de la recommandation. Ils reconnaissent les efforts visant à renforcer les divulgations systématiques, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Des améliorations sont nécessaires pour renforcer la ventilation, l'exhaustivité et la qualité des données, de même que le rapportage infranational afin de garantir une meilleure utilisation des données. La gouvernance du Groupe multipartite pourrait être encore renforcée, notamment en ce qui concerne les aspects liés au genre et à la participation des collèges.

Le Conseil d'administration approuve la recommandation proposée.

#### **Actions :**

- La Présidente du Conseil d'administration doit communiquer par écrit la décision du Conseil d'administration au gouvernement de l'Indonésie.
- Le Secrétariat international doit publier la décision du Conseil d'administration sur la Validation et le rapport de Validation de l'Indonésie.

### **Validation de la République centrafricaine**

Le président du Comité de Validation, avec le soutien du Secrétariat, présente le document et la recommandation du Comité au Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les représentants d'entreprises de soutien soulignent les défis liés à l'engagement de la société civile, y compris pour les organisations qui ne sont pas représentées au sein du Groupe multipartite (GMP). Des inquiétudes sont soulevées quant à la transparence générale du plus grand projet extractif et au manque de divulgations sur des domaines essentiels, tels que les licences, la propriété effective et les données de production. À l'avenir, le Secrétariat international devra réfléchir à la meilleure façon de soutenir le pays, compte tenu de l'éventail de défis identifiés.
- Les représentants de pays de mise en œuvre s'interrogent sur les avantages potentiels de la suspension de la République centrafricaine (RCA). Ils soulignent l'importance de prendre en compte le contexte général du pays et l'impact d'une suspension potentielle sur la poursuite de son engagement. Ils proposent de mener une mission avant de prendre une décision au sujet de cette suspension. Ils soulignent également l'importance de la poursuite de la mise en œuvre de l'ITIE afin de stabiliser et d'améliorer davantage le processus de gouvernance et encouragent un suivi continu de l'évolution de la situation.
- Les représentants d'OSC sont d'accord avec la recommandation et la suspension proposées, compte tenu de l'évaluation indiquant que l'Exigence 1.3 a été « partiellement respectée » et du score général « faible ». Ils soulignent l'importance de l'engagement actif des OSC pour la gouvernance efficace du secteur extractif. Ils font valoir que la suspension incitera le gouvernement à s'attaquer aux problèmes urgents et à renforcer la redevabilité. Des représentants d'OSC expriment également des inquiétudes au sujet des intentions de la mise en œuvre, particulièrement en ce qui concerne les financements étrangers. Ils font remarquer que, dans l'ensemble, les efforts de mise en œuvre sont limités.
- Les représentants de pays de soutien approuvent les conclusions du rapport de Validation. Ils proposent d'ajouter une indication plus explicite selon laquelle la suspension sera temporaire, ainsi que de souligner la possibilité d'une demande de Validation anticipée. Ils insistent sur l'importance de suivre la procédure de Validation tout en reconnaissant la nécessité d'aider le pays à renforcer sa mise en œuvre.

Sur la base de cette discussion, le Secrétariat prépare, pour examen par le Conseil d'administration, une recommandation mise à jour qui reflète les propositions avancées.

Les membres du Conseil d'administration se prononcent en faveur de cette proposition modifiée. Ils soulignent cependant l'importance de reconnaître le contexte général et l'instabilité politique et d'ajouter de plus amples informations à ce sujet dans cette recommandation. La Présidente du Conseil d'administration propose d'affiner encore la déclaration de ce dernier, particulièrement en ce qui concerne le contexte général, et de se référer plus clairement à l'Exigence 1.3.

Le Conseil d'administration approuve la recommandation mise à jour.

**Actions :**

- La Présidente du Conseil d'administration communiquera par écrit la décision du Conseil d'administration au gouvernement de la République centrafricaine.
- Le Secrétariat publiera la décision du Conseil d'administration sur la Validation et le rapport de Validation de la République centrafricaine.

## Document du Conseil d'administration 61-8-B Mise à jour sur les questions plus générales concernant l'examen du modèle de Validation et le groupe de travail sur la Validation

Le président du Comité de Validation, avec le soutien du Secrétariat, présente le document et les recommandations au Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration font les remarques suivantes :

- Les pays de soutien se prononcent en faveur de la recommandation. Ils expriment la nécessité de maintenir l'examen à un niveau considérable et demandent que les changements proposés garantissent une bonne comparabilité avec les évaluations précédentes.

Le Conseil d'administration approuve ensuite la recommandation proposée.

**Actions :**

- Le Secrétariat publiera la décision du Conseil d'administration au sujet de la mise à jour sur les questions plus générales concernant l'examen du modèle de Validation et le groupe de travail sur la Validation.

## Questions diverses

Mark Robinson fait le point sur le calendrier des prochaines réunions du Conseil d'administration. Il souligne les plans préliminaires suivants :

- **13-14 mars** Arusha, Tanzanie, avec la tenue de réunions des collèges le 12 mars avant la réunion du Conseil d'administration.
- Une réunion virtuelle du Conseil d'administration en **juin 2025**.
- Une réunion en personne à Erevan, en Arménie, en **octobre/novembre 2025**.
- Une réunion en personne en Asie, en **mars 2026**, à l'approche de la Conférence mondiale de 2026.

Il souligne en outre que le Secrétariat continue d'évaluer la possibilité d'organiser la réunion du Conseil d'administration de mars 2025 en Tanzanie, en vue d'une confirmation finale d'ici fin novembre. Les membres du Conseil d'administration proposent que le Secrétariat élabore un plan de secours pour faire face à toute circonstance imprévue.

## Remerciements

Helen Clark exprime sa gratitude aux traducteurs pour leur excellent travail, au personnel pour le soutien dévoué qu'il apporte aux comités, ainsi qu'aux membres du Conseil d'administration pour leur participation active et leurs contributions efficaces. Elle remercie également le grand nombre d'observateurs pour l'intérêt et l'engagement dont ils font preuve.

## Annex - Participant List – 61<sup>st</sup> EITI Board Meeting

Grey - Absent

### CHAIR

Rt Hon. Helen CLARK

### COUNTRIES

#### Implementing Countries

**Mr Mohamed Lemine AHMEDOU**, EITI National Coordinator, Mauritania

Alt: **Mr Antoine Kocounseu MIMBA**, Chairman, EITI National Council Côte d'Ivoire

**Ms Isabel CHUVAMBE**, EITI National Coordinator, EITI Secretariat, Mozambique

Alt: **Ms Francess ALGHALI**, Minister of State, Office of the Vice-President, Sierra Leone

**Mr Agus Cahyono ADI**, EITI National Coordinator, Indonesia

Alt: **Mr Bayani AGABIN**, Undersecretary, Department of Finance, Philippines

**Mr Jean-Jacques KAYEMBE**, EITI National Coordinator, Democratic Republic of Congo

Alt: **Mr Florent Michel OKOKO**, EITI National Coordinator, Republic of the Congo

**Mr Miguel Angel DÍAZ**, Vice-Minister of Mines, Dominican Republic

Alt: **Mr Gregory McGUIRE**, Chairman of TTEITI Steering Committee, Trinidad & Tobago

**Ms Hasmik MANUKYAN**, EITI National Coordinator, Armenia

Alt: **Ms Svitlana GRYNCHUK**, Deputy Minister of Energy, Ukraine

#### Supporting Countries

TBC

Alt: TBC

**Mr Hieu VU**, Director General, Explosives, Regulatory and Business Services Branch in the Lands and Minerals Sector, Natural Resources Canada

Alt: **Ms Sara YUN**, Director, Bureau of Energy Resources, Office of Policy Analysis and Public Diplomacy, US State Department

**Mr Paul GARAYCOCHEA**, Director, Sustainable Transformation of Supply Chains, Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ), Germany

Alt: **Mr Taco WESTERHUIS**, Policy Advisor Circular Economy and Raw Materials, Ministry of Foreign Affairs, Netherlands

### CIVIL SOCIETY ORGANISATIONS

**Mr Aliou Ba COULIBALY**, President, Publish What You Pay (PWYP) Coalition, Mauritania

Alt: **Mr Kossi KOUGBLENOU**, Executive Director, ACOMB, Togo

**Ms Diana EL KAISSY**, Advisory board member at the Lebanese Oil and Gas Initiative-LOGI, Lebanon

Alt: **Mr Matthieu SALOMON**, Lead, Anti-corruption, Natural Resource Governance Institute, France

**Ms Vanessa CUETO LA ROSA**, Environmental Lawyer, Derecho Ambiente y Recursos Naturales, Peru

Alt: **Ms Yessica PRIETO RAMOS**, National Director, Projects & Research, Crudo Transparente, Colombia

**Ms Mariya LOBACHEVA**, Executive Director, Echo - Public Association, Kazakhstan

Alt: **Ms Olena PAVLENKO**, President, DiXi Group, Ukraine

**Mr Clancy MOORE**, Chief Executive Officer, Transparency International, Australia

Alt: **Ms Tamika HALWIINDI**, Climate Change and Environmental Sustainability Lead, Transparency International, Zambia

## COMPANIES INCLUDING INVESTORS

**Ms Kathryn CASSON**, Chief Adviser, Civil Society and Outreach, Rio Tinto

Alt: **Mr Richard MORGAN**, Head of Government Relations, Anglo American

**Mr Chinonso EMEHELU**, Senior Director, Public & Government Affairs, Exploration, Strategy & Business Development, ExxonMobil

Alt: **Mr Mike ANDERSON**, Senior Vice President, Sustainability and External Affairs, Kosmos Energy

**Mr James ENSOR**, Vice President, External Affairs, BHP

Alt: **Mr Nick COTTS**, Senior Vice President, Sustainability and External Relations, Newmont Mining

**Ms Nathalie MOGNETTI**, Senior Vice President, Tax, TotalEnergies

Alt: **Mr Roberto NARDI**, Head for Consolidated Financial Statements and Reporting, Eni

**Mr James NICHOLSON**, Head of Corporate Responsibility, Trafigura Group

Alt: TBC

**Mr Christopher RICE**, Executive Vice President, Tax, Shell International Limited

Alt: **Ms Jacqui FREEMAN**, Vice President, Tax Policy, North Sea, bp

## BOARD SECRETARY

**Mr Mark ROBINSON**, Executive Director, EITI International Secretariat, Oslo

## OBSERVERS

**Mr Ibrahima BALDÉ**, Manager, Communications and Public Relations, EITI Senegal

**Mr Stephen BARRIE**, Deputy Chief Responsible Investment Officer, Church of England Pension Board, UK

**Mr Torge BARTSCHT**, Advisor, D-EITI Secretariat, Germany

**Mr Thomas BOAK**, Policy Officer, Resources and Energy Section, Department of Foreign Affairs and Trade (DFAT), Australia

**Mr Jan BOLLMANN**, Junior-Advisor, Extractives for Development, GIZ, Germany

**Ms Chantal BRATSCHI-KAYE**, Program Manager, Macroeconomic Support, Federal Department of Economic Affairs, State Secretariat for Economic Affairs SECO, Switzerland

**Ms Hannah CLAYTON**, Just Transition Lead, Strategy & Sustainability, bp

**Ms Sophie DONSZELMANN**, Senior Program Officer, The International Council on Mining and Metals Limited (ICMM)



**Document du Conseil d'administration de l'ITIE**  
**Procès-verbal de la 61<sup>e</sup> réunion du Conseil d'administration de l'ITIE**

- Mr César GAMBOA**, Senior Adviser, Derecho, Ambiente y Recursos Naturales, Perú
- Mr François GAVE**, Special Representative for Corporate Social Responsibility and the Social Dimension of Globalisation, Ministry of Europe and Foreign Affairs, France
- Ms Klara GIESLER**, Junior Advisor, D-EITI Secretariat, Germany
- Ms Mareike GOEHLER-ROBUS**, Advisor, D-EITI Secretariat, Germany
- Mr Benjamin HALSTENBERG**, Advisor, Extractives & Development, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, Germany
- Mr Vincent HANAPPIER**, VP Corporate, Expertise and Methods in Exploration & Production Legal Department – TotalEnergies
- Mr Jan-Petter HOLTEDAHL**, Senior Adviser, Section for Governance, Department for Human Development, Norwegian Development Aid (NORAD), Norway
- Ms Nina INAMAHORO**, Operations Officer, Energy & Extractives, World Bank
- Mr Fred KABANDA**, Division Manager, Extractives, African Development Bank (AFDB), Cote D'Ivoire
- Mr Ryan MACKLER**, Department of State, USA
- Ms Isabelle MAGNE**, Head of Sector, European Commission, Belgium
- Mr Thomas MASBOU**, Policy Officer, Extractives Industry Governance, Ministry of Europe and Foreign Affairs, France
- Ms Aubrey MENARD**, Senior Policy Advisor, Natural Resource Justice, Oxfam, USA
- Ms Lindsey NAPIER**, Responsible Investment and Productive Sectors Team Leader, Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO), UK
- Ms Emily NICKERSON**, Deputy Director, Extractive Sector Transparency Office, Natural Resource Governance (NRCan), Canada
- Mr Oleksiy ORLOVSKY**, Programme Director, International Renaissance Foundation, Ukraine
- Ms Felicitas PAUL**, Junior Advisor, EITI Secretariat, Germany
- Mr Sergio PIAZZARDI**, Policy Officer, European Commission, Belgium
- Mr Sven Ulrich RENNER**, Manager, Extractives Global Programmatic Support (EGPS) Multi-Donor Trust Fund, World Bank
- Ms Olivia REYNOLDS**, VP Sustainability & ESG, Kosmos Energy
- Ms Haley RICE**, Consultant, Publish What You Pay (PWYP), UK
- Ms Mary Ann RODOLFO**, National Coordinator, Philippines
- Ms Ricarda RÖSCH**, Senior Policy Advisor, BMZ, Germany
- Ms Sylvie ROUCART**, Head of Tax Policy, Transparency and US Tax, TotalEnergies
- Ms Amy RUSSELL**, Senior Legal Counsel, Regulatory Compliance, bp
- Ms Oulimata SARR**, President, EITI National Committee, Senegal
- Mr Robert SCHLOTTERER**, Manager & Global Head, Extractives Industries, Energy & Extractives, World Bank
- Ms Marie-Christine SCHROEDER-VAN WAES**, Senior Legal Counsel Sustainability, Legal Services Corporate (LSC), Shell International
- Ms Jillian SMITH**, Policy Advisor, Extractive Sector Transparency and Taxation Division, Natural Resources, Canada

**Mr Genci TËRPO**, National Coordinator, Albania

**Ms Marième Diawara THIAW**, National Coordinator, EITI Senegal

**Mr Kouadio Julien TINGAIN**, Technical Director, EITI, Côte d'Ivoire

**Ms Stephanie-Agnes VAN-MIL**, Trainee, European Commission, Belgium

**Ms Paula VALENCIA**, Senior Development Officer, Global Affairs Canada

**Mr Reinout VAN VAERENBERGH**, Strategic Advisor Natural Resources and Financial Management,  
D5 – Humanitarian Aid and Transition, Ministry of Foreign Affairs, Belgium

**Ms Hanna WESTERHAUS**, Policy Officer, European Commission, Belgium

**Ms Marie WETTINGFELD**, Policy Advisor, FÖS e.V., Germany

**Ms Charlotte WINKLER**, Trainee, GIZ, Germany

**Ms Petra YLIORTIMO**, Team Leader, Ministry of Foreign Affairs, Finland

**Ms Deborah YU**, Director General, Explosives, Regulatory and Business Services Branch, Natural  
Resources Canada

## **EITI INTERNATIONAL SECRETARIAT**

All staff - (Please find the updated organogram for [EITI Staff at this link](#))